

III) La vérité dans les sciences humaines et l'interprétation : le cas de l'Histoire

[Je développe un peu cette partie de la synthèse, dans la mesure où, d'une part, elle ne constitue pas la partie la plus « facile » du cours de cette année, et d'autre part parce que l'histoire est une notion très, très mobilisable pour de nombreux sujets de bac (portant sur le rapport raison / réel, la vérité, l'interprétation, l'existence et le temps... ou l'histoire ; elle permet aussi souvent d'articuler des espaces différents : vérité et politique, langage et réalité, etc.)]

A) Sciences humaines et interprétation

Par « sciences humaines », on entendra notamment les sciences économiques et sociales (et leurs dérivés : management, marketing, etc.) mais aussi l'histoire, la géographie, la psychanalyse, la psychologie (mais pas la psychiatrie). Ce qui fait que les sciences humaines ne sont pas des sciences « expérimentales », c'est le fait qu'elles ne répondent pas, comme nous l'avons vu, au principe de falsifiabilité. Dans la mesure où ces sciences ne peuvent pas tester leurs hypothèses en laboratoire (cf. les prévisions concernant les prix du pétrole), ces sciences permettent de supposer qu'une hypothèse reste valide, même si ses prévisions se sont avérées fausses.

Que peut donc faire le scientifique des sciences humaines ? Il ne peut que produire une représentation théorique qui permette d'*expliquer* et de *comprendre* un phénomène ou un processus, tout en sachant qu'il *en existe d'autres* et qu'il ne pourra jamais « trancher » entre ces diverses explications. Bref, le scientifique des sciences humaines doit donner une « représentation qui donne un sens » au phénomène étudié : il doit **l'interpréter**. Le scientifique des sciences humaines interprète les phénomènes comme tout lecteur interprète les phrases qu'il lit : *il y a toujours plusieurs interprétations possibles*, qui dépendent du contexte de la phrase ; en ce sens, il n'y a pas d'interprétation « vraie », il n'y a que des interprétations « correctes » (conforme aux données) et fécondes (qui nous donnent accès à une compréhension des événements).

B) Qu'est-ce que l'histoire ?

1) Les trois sens du mot histoire

La notion histoire peut être prise en trois sens : il s'agit d'abord de l'histoire (que l'on peut éventuellement écrire avec un grand « H ») comme l'ensemble des événements passés ; cette définition, simple, doit cependant nous mettre en garde contre la représentation de l'Histoire comme un « axe chronologique » (de la préhistoire à nos jours...) ; d'abord parce qu'une infinité d'événements se passent *en même temps* (il faudrait donc remplacer la ligne par un espace infini...), et ensuite parce que cela suppose que tous les événements s'enchaînent les uns les autres de façon linéaire, comme s'ils allaient « quelque part », selon un schéma évolutif. Or s'il est une chose que nous apprend l'Histoire, c'est que, même en supposant que l'on puisse y trouver un « sens » (une orientation ou une signification), l'Histoire n'est *jamais* linéaire : elle n'est faite que de détours, de voies de garage, de tentatives, de retours, de révolutions, etc.

En second lieu, le terme d'histoire désigne un récit ; c'est une narration, avec une intrigue, des péripéties, une fin et, éventuellement, une morale. Le propre d'une histoire est qu'elle n'est pas un « tas » d'événements (on ne lit pas des chronologies aux enfants pour qu'ils s'endorment), mais une *structure* événementielle, dotée d'un sens, dont les événements sont les constituants. Une histoire possède à la fois un sens-orientation (on ne peut pas mettre les événements du récit dans le désordre) et un sens-signification (un ensemble de faits qui « n'a pas de sens » ne constitue pas une histoire).

En dernier lieu, l'histoire est une discipline, celle de l'*historien* ; ce dernier sens est en fait la synthèse des deux autres : l'historien est celui qui fait de l'Histoire une histoire, il est celui qui « raconte l'Histoire ».

Les deux problèmes fondamentaux de la notion d'histoire sont donc : a) *comment* fait-on de l'Histoire une histoire (comment fait-on, peut-on le faire de façon objective, etc.) ? b) *pourquoi* fait-on de l'Histoire une histoire (est-ce uniquement pour le plaisir d'accumuler des connaissances) ? A quoi l'on pourrait rajouter une troisième question : peut-on séparer les deux premières ? Peut-on dissocier *la manière* dont on écrit l'histoire du *but* que l'on vise en l'écrivant ?

2) Ce que fait l'historien : connaissance et compréhension, chronologie et causalité

Comment l'historien fait-il pour construire une interprétation de l'histoire qui « fasse sens », c'est-à-dire pour proposer une interprétation ? Il s'agit, nous l'avons dit, de proposer une construction par laquelle les événements et les relations ne sont plus seulement *connus*, mais *compris*. L'historien est beaucoup moins quelqu'un qui permet de connaître les événements que celui qui permet de les *comprendre*.

On peut ainsi « connaître » les grandes dates du XIX^e siècle : 1815 = Restauration ; 1830 = Monarchie de Juillet ; 1848 = deuxième République, élection de Louis-Napoléon Bonaparte à la Présidence de la République ; 1851 = coup d'Etat de Louis-Napoléon ; 1852 = LNB devient Napoléon III ; 1870 = Troisième République... et ne strictement rien *comprendre* au XIX^e siècle. Par exemple : comment se fait-il que l'on passe, en 4 ans, d'une République à un Empire ? Comment un Président peut-il faire un coup d'Etat ? ? ?

Le travail de l'historien est alors de sélectionner et d'agencer des événements qui permettent de ressaisir une « logique » des événements, de faire comprendre *comment* ils se sont enchaînés. Un historien pourra ainsi construire une interprétation selon laquelle ce qui explique l'élection de Louis-Napoléon Bonaparte à la Présidence de la République en 1848, c'est le *suffrage universel* (masculin), qui a donné, d'un coup, le droit de vote à des millions d'individus auxquels on n'avait pas pris soin, au préalable, de donner les moyens de construire un jugement politique rationnel, et qui par conséquent ont voté pour celui dont le nom raisonnait comme un symbole de la grandeur de la France... Ici, la mise en lumière de certains événements et de leurs relations avec les autres ne permet plus seulement une « connaissance » de l'histoire : il permet de la *comprendre*. Ici encore, il existe d'*autres* manières d'interpréter l'histoire, en choisissant d'autres événements-clés, d'autres relations (Louis-Napoléon est considéré par l'élite comme un individu peu dangereux et manipulable, un rempart contre certains

courants socialisants... comme le sera Hitler moins d'un siècle plus tard, etc.), qui toutes sont influencées par les convictions (sociales, politiques, etc.) de celui qui les propose. Mais toutes ont en commun d'essayer de *donner sens* à l'histoire : de l'interpréter.

C) De quoi peut-on faire l'histoire ?

1) Entre hasard et nécessité.

Selon **Cournot**, mathématicien, économiste et philosophe du XIX^e siècle, on ne peut pas faire l'histoire d'une suite d'événements qui s'enchaînent de façon *nécessaire* : si la suite des événements est entièrement déterminée par une *loi* (comme c'est le cas des réactions chimiques, ou d'un processus mécanique), il n'y a pas « d'histoire », puisque tout ce qui se produit peut être *déduit* logiquement de ce qui précède. On ne raconte pas les aventures d'un solide soumis à une force de vecteur *g* dans un espace galiléen. Il manque l'*indéterminé*.

En revanche, toujours selon Cournot, on ne peut pas non plus faire l'histoire d'une suite d'événements qui n'auraient, entre eux, *aucun lien*, c'est-à-dire qui se suivraient de façon purement aléatoire. On ne fait pas l'histoire des tirages d'une loterie : chaque événement est *indépendant* du tirage qui précède, il n'existe pas de « lien » entre eux, ce qui empêche d'en faire l'histoire.

Par conséquent, il n'y a d'histoire que lorsque la suite de phénomènes envisagée : a) n'obéit pas à une logique *déterministe* (chaque événement est entièrement déterminé par ceux qui le précèdent), b) n'obéit pas à une... absence totale de logique, c'est-à-dire n'est régie que par le *hasard*. En d'autres termes, le domaine de l'histoire, c'est celui qui se situe *entre* le hasard et la nécessité, celui dans lequel les événements sont liés, sans que l'on puisse pour autant déduire logiquement les suivants des précédents. Nous avons proposé d'appeler ce type de causalité : « causalité non déterministe ». Par exemple, on peut raconter une partie d'échecs : chaque coup est évidemment *influencé* par les coups précédents, et pourtant il reste impossible de *déduire* avec certitude un coup de ceux qui le précèdent. Ce qui fait ici à la fois le lien entre les phénomènes, c'est l'intelligence du joueur ; ce qui casse le déterminisme, c'est sa liberté.

2) La causalité historique comme causalité non déterministe

Le lien entre les événements historiques est donc un *lien causal non déterministe*. Le caractère non déterministe de ces causes a trois origines : la première est, nous venons de le dire, la liberté des hommes, qui introduit un élément *imprévisible* dans le cours des événements historiques. On peut débattre sur la place et le rôle de la liberté humaine dans l'histoire ; mais aucun historien n'a cherché à la supprimer totalement. La seconde l'entrelacement des temporalités dans l'histoire : il n'y a pas qu'un seul « temps » historique, mais plusieurs, animés de rythmes différents. La troisième est l'entrelacement, dans le cours des événements historiques, de « causes » extérieures à l'homme, qui ne dépendent pas de sa volonté, et de « raisons » tributaires de choix, d'intentions humaines qui, bien évidemment, interagissent avec les premières.

a) Les temps de l'histoire

Comme le montre Fernand Braudel, le temps historique peut et doit être ressaisi à plusieurs échelles. Le temps le plus « lent », celui qui permet de ressaisir les processus les plus longs à l'œuvre dans l'histoire des hommes, c'est le temps « géographique » ; c'est un temps au sein duquel se déploient des processus qui ne peuvent être perçus qu'à l'échelle de plus d'un siècle, comme les transformations des espaces naturels, les cycles écologiques. Sans aller jusqu'à la dérive des continents (qui exigerait sans doute un référentiel encore plus grand, et qui n'a peut-être pas un impact régulier sur l'histoire des hommes), il faut prendre en compte ces lents processus qui permettent de faire apparaître la façon dont les sociétés humaines interagissent avec un environnement naturel lui-même en perpétuelle évolution.

Plus rapide est le temps « social », celui qui permet de mettre en lumière les dynamiques et les processus sociaux et politiques qui animent l'histoire humaine. Les mutations économiques (transformations des modes de production, des échanges commerciaux, etc.), sociales (mutations de l'ordre familial, exode rural, démographie, etc.), politiques (transformations institutionnelles, centralisation, etc.), culturelles (sécularisation des sociétés, changements de normes éthiques, etc.) ne peuvent être appréhendées qu'à l'échelle de plusieurs décennies, de quelques générations. Aux yeux de Braudel, ces transformations « structurelles » des sociétés humaines, qui échappent au contrôle des individus et dont ils ne sont pas nécessairement conscients, sont décisives pour la compréhension historique.

Vient ensuite le temps de l'histoire individuelle : c'est le temps des chroniqueurs, des biographes (mais ce n'est pas le temps des « journalistes » d'aujourd'hui qui, pour la plupart, n'ont pas de temps du tout, puisqu'ils sont condamnés à « l'actualité »). C'est l'échelle de temps qui permet de mettre en lumière le comportement des individus, leurs choix, leurs réactions aux événements etc. Ce temps a aussi son importance pour l'historien : c'est lui qui permet au discours historique de ne pas oublier les individus, c'est lui qui permet de passer des registres d'état civil (archive notoires de l'histoire sociale) aux biographies. Mais, pour Braudel, il faut s'en méfier dans la mesure où ceux qui écrivent les récits dont s'empare l'histoire individuelle sont eux-mêmes des individus qui sont emportés par le cours de l'histoire qu'ils racontent. L'histoire des chroniqueurs et des biographes est souvent bien plus « vivante » que l'histoire que nous « racontent » les registres d'état civil, de recensement ou de conscription ; mais elle est aussi beaucoup plus subjective, traversée par les espoirs, les idéaux, les frustrations des chroniqueurs eux-mêmes.

Pour Braudel, ces trois temps ne sont pas séparés : les événements qui ont lieu au sein de l'histoire individuelle s'inscrivent dans la trame des transformations sociales, etc. Mais ils ne peuvent pas non plus être fusionnés : on ne peut pas « déduire » l'histoire sociale de l'analyse des processus du temps géographiques, pas plus qu'on ne peut « déduire » les actions individuelles d'une dynamique sociale. Il est tout aussi absurde de vouloir dissocier « l'appel du 18 juin » de son contexte socio-politique, de l'ensemble des conditions économiques, politiques et culturelles qui ont permis à cet appel de résonner, d'être *efficace*. Mais il est tout aussi stupide de vouloir « déduire » cet appel des ces conditions, ou de nier le

caractère décisif de ce geste politique de de Gaulle. Trois temps, donc, qui interagissent sans fusionner : on retrouve donc ici un entrelacement complexe des temporalités qui interdit à l'historien de dire « il ne pouvait en être autrement », mais dont le jeu permet néanmoins d'éclairer *pourquoi* il en a été ainsi.

b) causes et raisons

A cet enchevêtrement des temporalités s'ajoute le problème des événements intrinsèquement indéterminables que sont les actions humaines, qui font intervenir la liberté, c'est-à-dire les choix et donc les intentions des hommes. Le comportement d'un homme est toujours *éclairé* par le contexte de l'action, il n'est jamais *déterminé* par ce contexte. Par conséquent, on doit dire du comportement des hommes qu'il est à la fois du à des causes « extérieures » à l'individu, et par un ensemble de causes « intérieures » que sont les *raisons* de son action, en fonction desquelles il se détermine. Ainsi, il est impossible de comprendre le fait que Franco, durant la guerre d'Espagne (1936), alors qu'il est en position de force, renonce à attaquer dès qu'il le peut la capitale (Madrid), ce qui signifierait la victoire du camp des « nationaux » (opposés aux « républicains »). S'il dévie ses troupes vers Tolède, c'est que le Colonel Moscardo, personnage éminent, s'y trouve enfermé ; or en libérant Moscardo, Franco ne gagne certes pas la guerre, mais il gagne un statut de « libérateur » qui lui est nécessaire pour prendre le pouvoir quand la guerre sera terminée. L'élément explicatif majeur est ici lié aux motivations de Franco, à ses ambitions, à ses calculs stratégiques : à ses raisons, à sa liberté. C'est cette liberté qui permet ici de comprendre pourquoi les événements historiques, dans la mesure où ils font intervenir l'homme, repose sur une logique au sein de laquelle les événements antérieurs *influencent* de façon causale les événements ultérieurs, sans pourtant les déterminer totalement ; en ce sens, on peut dire que Franco jouait à la guerre comme on joue aux échecs...

D) Comment fait-on l'histoire ?

1) Le travail de l'historien : analyse du texte de Duby

Le texte de Duby que nous avons décortiqué ensemble est une petite mine d'or (philosophique) pour la notion d'histoire. Le mieux est donc ici d'en rappeler les différentes thèses.

a) l'historien travaille à partir d'un matériau parcellaire. Les « traces » à partir desquelles il travaille sont toujours à la fois *partielles* et *partiales* : partielles, car « tout » le passé n'a jamais été conservé. Plus le passé s'éloigne, et plus les traces sont fragmentaires. Partiales, car ce caractère morcelé des sources est toujours déterminé par ce qu'une époque a jugé *digne* d'être conservé, archivé : les sources accessibles sont donc déjà le produit d'un processus de sélection non neutre, par lequel une époque a sélectionné les données qui *lui* ont semblé importantes, c'est-à-dire qui ont semblé importantes à ceux qui, dans le corps social, détiennent le pouvoir d'archivage (= de collection des informations, de transcription des données et de conservation des archives), c'est-à-dire les classes sociales dominantes. L'exemple le plus marquant est peut-être le fait que nous ne

connaissons de la vie des paysans du Moyen-Âge que ce qu'en disent les nobles de la même époque...

b) L'écriture de l'histoire constitue toujours un enjeu *politique*. Si ce sont toujours (cf. point précédent) les classes dominantes qui l'écrivent, la raison pour laquelle elles l'écrivent est d'abord que c'est un moyen pour elles de maintenir leur domination. Être maître de l'histoire d'une nation, être le gardien de cette histoire, c'est détenir un pouvoir fort concernant l'identité de cette nation, et par conséquent en ce qui concerne les voies de *justification* des décisions politiques. Le fait qu'une politique soit ou ne soit pas en accord avec « l'identité nationale », avec l'identité « historique » d'une communauté, est un critère non négligeable de légitimation des décisions politiques (depuis fort longtemps ; je vous renvoie aux exemples vus en cours). Duby reconnaît donc explicitement que l'écriture de l'histoire est, dès son origine, liée à des enjeux politiques, qui font que la « vérité » n'est pas le (seul) but de l'historien.

c) La constitution d'un *récit* historique, unifié et compréhensible, à partir des « morceaux épars » que sont les traces historiques n'est pas un pur acte de raisonnement : il a nécessairement recours à l'imagination de l'historien. Dans sa fabrication de l'histoire, l'historien est toujours aussi un *inventeur* de l'histoire : les faits ne s'imbriquent en un récit cohérent que si l'imagination intervient pour combler les manques établir des relations, faire apparaître des corrélations, etc. Attention : l'imagination s'oppose bien à la simple « déduction » logique, mais elle ne signifie pas que l'historien invente de façon *arbitraire*, n'importe comment. Le travail de l'historien apparaît comme un travail « d'imagination liée », dans la mesure où ce qu'il « invente » reste régi par un impératif de cohérence, de correspondance avec les traces effectivement établies.

d) Il ne faut cependant pas sacraliser cette importance de la trace historique. Certes, le discours de l'historien doit rester cohérent avec les faits établis. Mais aucun discours, aucun récit ne sera jamais cohérent avec la *totalité* des faits : l'historien sélectionne les faits qu'il mobilise dans son récit, et il le fait... en fonction d'un récit qu'il projette déjà sur le passé. Il n'y a pas *d'abord* un ensemble de faits, et *ensuite* un récit interprétatif : la sélection des faits retenus, leur mise en valeur, leur articulation s'effectue déjà à la lumière des hypothèses interprétatives de l'historien. On retrouve ici la thèse importante de Lucien Febvre, selon lequel, loin de séparer l'historien des autres « scientifiques », cette démarche les rapproche : nous avons vu que, pour Claude Bernard, « celui qui ne sait pas ce qu'il cherche ne comprend pas ce qu'il trouve » ; de la même façon, un historien qui n'aurait aucune hypothèse de départ concernant la logique, le sens de la période qu'il étudie serait incapable d'y « trouver » une cohérence.

e) Mais Duby va plus loin : si l'interprétation de l'histoire qui est, *dès le départ* celle de l'historien n'est pas seulement « tirée » des faits, alors d'où vient-elle ? Duby n'hésite pas à dire que cette pré-interprétation est tributaire de la *subjectivité* de l'historien, de son histoire, sa personnalité, ses croyances, sa représentation du monde, etc. Duby assume donc pleinement la dimension subjective du discours de l'historien : le récit qu'il construit n'est pas plus

dissociable des *traces* dont il dispose que de son identité personnelle : le récit se construit au point de rencontre entre la subjectivité de l'historien et l'objectivité des faits, il repose sur leur entrelacement.

f) A la question de savoir si l'histoire que l'on écrit aujourd'hui serait « plus vraie » que celle d'hier, la réponse de Duby est catégorique : non. Certes, l'historien d'aujourd'hui possède des moyens plus perfectionnés (techniques d'étude statistique, etc.) mais cela ne change pas la *nature* de ce qu'il fait, qui est avant tout d'exprimer, de formuler, de communiquer *sa* vision du passé. Cette vision du passé est une interprétation, qui comme telle n'est pas lue « vraie » que les autres interprétations dans la mesure où elle ne restitue pas davantage « la » réalité. Le but de l'historien est de construire une interprétation du passé, pas de donner accès à une réalité qui est définitivement hors d'accès. Penser que le « progrès » de l'histoire permettrait de passer peu à peu de « l'interprétation » de l'histoire à « la réalité » historique est une absurdité : il n'y a *que* des interprétations. L'écart entre réalité et interprétation est irréductible : ce n'est pas le progrès des techniques de l'historien qui peut l'abolir

g) La fin du texte tire les conséquences de cette thèse : le passé est bien « l'objet » du discours de l'historien, « ce sur quoi » il porte. mais ce qu'*exprime* ce discours, ce qu'il rend manifeste, c'est bien la réalité... de l'historien et, à travers lui, de son époque. En ce sens, le discours historique nous renseigne moins sur le passé que sur le présent : non que le passé « éclaire » le présent, mais *la manière dont on décrit et interprète le passé* nous renseigne sur la manière dont *notre* époque pense, et se pense. La manière dont les historiens de l'après-guerre en France nous « racontent » la France pendant la guerre est (très) loin de nous donner accès à ce que fut la France pendant la guerre : en revanche, le résistancialisme nous donne beaucoup d'indications sur ce qu'étaient les enjeux politiques de l'après-guerre, la nécessité d'une réconciliation nationale, etc.

[Je passe ici sur le texte de Lucien Febvre, qui développe particulièrement le point (d) du texte de Duby ; retenons néanmoins que Febvre est le modèle de Duby, et non l'inverse.]

E) Pourquoi écrit-on l'histoire ?

1) L'histoire, un combat philosophique : le statut de l'Homme dans l'Histoire

Nous l'avons dit, toute interprétation de l'histoire est tributaire des convictions idéologiques de l'historien ; mais la plus fondamentale de ces convictions concerne sans doute le statut de l'Homme lui-même dans l'histoire, car elle implique une réponse à cette question : *qui* fait l'Histoire ? Est-ce que ce sont les Hommes qui font l'Histoire (qui sont les responsables de ce qui s'y passe), ou est-ce l'Histoire qui fait les hommes ? Faut-il comprendre le cours de l'histoire est déterminé par le comportement des hommes, ou doit-on considérer que le comportement des hommes est déterminé par l'Histoire ? Qui, de l'Histoire ou de l'Homme, « fait » l'autre ?

Il ne s'agit pas d'apporter une réponse *absolue* à cette question : tous les historiens ont toujours reconnu le rôle des actes humains dans l'Histoire, et aucun n'a nié que ces actes dépendaient en partie du contexte historique dans lequel la personnalité de l'acteur s'était forgée. Le problème est un problème de *hiérarchie* : est-ce la *liberté* des hommes qui est le facteur déterminant dans l'Histoire (alors, on peut dire que ce sont les Hommes qui font l'Histoire), ou au contraire faut-il admettre que ce sont les caractéristiques du contexte (les structures politiques, économiques, religieuses) qui sont déterminantes (et dans ce cas, il faut admettre que c'est l'Histoire qui fait les hommes..)

Ecrire l'histoire, c'est donner une réponse à cette (importante) question : si l'on choisit d'accorder la primauté à la liberté humaine, alors on expliquera d'abord l'Histoire par des phénomènes humains : le caractère, le courage, la grandeur d'esprit, la bravoure d'un individu (ou son contraire). En revanche, si l'on choisit de privilégier les structures culturelles, on construira des interprétations de l'Histoire dans lesquelles les principaux rouages explicatifs sont des mouvements économiques, des tendances politiques, des transformations sociales, etc. : bref, des éléments qui échappent au contrôle des individus humains.

Le débat portant sur l'écriture de l'histoire est donc un débat tout à fait philosophique : faut-il privilégier la liberté humaine ou le déterminisme socio-culturel ? En écrivant l'histoire à la manière des écrivains du XVIII^e siècle, dont les récits expliquent l'Histoire à partir du génie de grands hommes (Clovis, Charlemagne, Vercingétorix, Jules César, Hugues Capet, Philippe Auguste, Philippe le Bel, François 1^{er}, Louis XIV, Robespierre, etc.) et de leurs grandes actions (baptême de Clovis, bataille de Marignan, serment du jeu de paume, etc.), ces historiens ne proposent pas seulement une compréhension de l'Histoire : ils affirment une conception philosophique selon laquelle le monde est régi par *la liberté des grands hommes* : c'est une conception à la fois humaniste (fondée sur la liberté humaine) et élitiste. En revanche, en écrivant l'histoire à la manière des écrivains de « L'Ecole des Annales » (**Lucien Febvre, Marc Bloch, puis Georges Duby**), dans laquelle les grands phénomènes historiques sont expliqués à partir des structures sociales (techniques de production, modes de circulation, institutions politiques et religieuses, etc.), on affirme une conception de l'Histoire dans laquelle, le véritable sujet de l'histoire, ce ne sont pas les hommes, mais des structures culturelles qui les dépassent. Cette conception, que l'on peut dire « structuraliste » est beaucoup moins humaniste... mais également moins élitiste car, en elle, ce sont les masses qui sont déterminantes.

Toute écriture de l'Histoire est donc une affirmation, un plaidoyer en faveur d'une certaine représentation de l'Homme lui-même, et de son statut dans l'Histoire. En ce sens, on n'écrit pas seulement l'histoire pour faire comprendre le passé, mais aussi, toujours, pour diffuser une « représentation du monde » (ce que les philosophes allemands appellent : une *weltanschauung*.)

2) L'histoire, un engagement politique

[Je concentre ici un ensemble de remarques que nous avons « semées » dans le cours, sans les regrouper sous un titre particulier ; en cours, j'ai par exemple pris

appui sur la critique du manuel d'histoire, dans sa présentation très contestable de « l'islamisme », pour indiquer en quoi le « récit » de l'histoire reste toujours attaché, comme le souligne Duby, à des finalités politiques. J'ai également parlé du résistancialisme, sur lequel je ne m'étends pas ici puisque vous l'avez vu en histoire.]

Nous l'avons dit, toute écriture de l'histoire *est* engagée, dans la mesure où elle est tributaire de *choix* qui, eux-mêmes, sont liés aux convictions idéologiques de l'historien.

Un historien socialiste pro-soviétique, convaincu du rôle fondamental de l'URSS dans l'épanouissement des idées socialistes, construira donc une interprétation de la guerre d'Espagne en insistant sur le fait que l'URSS sera le *seul* (avec le Mexique...) allié véritable des Républicains, le *seul* pourvoyeur d'armes, de munitions et de vivres aux troupes républicaines — ce qui est vrai.

En revanche, un historien socialiste anti-soviétique (comme l'écrivain-journaliste Georges Orwell) insistera sur le fait que ce sont les troupes communistes qui ont décimé bon nombre d'organisations de gauche (notamment le POUM, une organisation anarchiste) au nom de l'allégeance à la Russie — ce qui est vrai aussi [à cet égard, je vous recommande l'excellent film de Ken Loach, *Land and Freedom*, fondé sur le récit de George Orwell, « Hommage à la Catalogne »]. La première interprétation fera comprendre que l'échec des Républicains est en grande partie du au fait qu'aucun pays « républicain » d'Europe n'est venu prêter main forte aux forces républicaines, contrairement à la Russie ; le second insistera sur le fait que cet échec est éclairé par la politique européenne de Moscou, fortement opposé à l'idée d'une révolution communiste en Espagne. Tous les deux forment des interprétations valides et éclairantes : chacun cherche à faire comprendre *ce qu'il s'est réellement passé* en Espagne en 1936, en s'appuyant sur ses convictions. En ce sens, ils s'opposent tous les deux au propagandiste qui, lui, cherche à propager ses convictions en diffusant une représentation *non conforme* à ce qu'il s'est passé en Espagne. Les historiens s'appuient sur leurs convictions pour éclairer la vérité ; le propagandiste s'appuie sur l'erreur pour propager ses convictions.

L'historien se sert de ses convictions politiques pour éclairer ce qu'il pense être la vérité historique, et il se sert de la vérité historique pour soutenir ses convictions. Pour Georges Orwell, *il est vrai* que le communisme à la mode soviétique mène à l'échec des mouvements sociaux de masse — ce qui permet de mieux comprendre la défaite des Républicains. En retour, *il est vrai* que la politique soviétique a nui à la coordination des mouvements républicains, ce qui permet d'illustrer la thèse politique. Engagement politique et recherche de la vérité sont donc liés dans le discours de l'historien.

Attention : cette fois encore, il ne s'agit pas de confondre inscription politique de l'interprétation et « invention » arbitraire. Nous avons vu avec Duby que le travail de l'historien *restait contraint* par l'exigence des sources : ce n'est pas parce que l'historien « produit » l'histoire — qu'il peut raconter n'importe quoi. En ce sens, dès que l'historien dissocie son engagement politique de la recherche de la vérité, il devient propagandiste ; car il déforme la réalité, ment délibérément au sujet de l'Histoire pour mieux persuader son auditoire de la validité de ses thèses politiques. Les écrivains du XIX^e siècle qui diffusaient l'idée d'un « complot juif

international » étaient des propagandistes, pas des historiens ; ceux qui diffusaient l'image d'un communiste mangeur d'enfants étaient des propagandistes, pas des historiens ; les écrivains qui véhiculent l'image de musulmans majoritairement fanatiques et violents sont des propagandistes, pas des historiens : car tous ont abandonné la recherche de la vérité au profit d'une offensive idéologique.

3) L'histoire, une arme politique

Mais pourquoi l'histoire a-t-elle une telle importance politique ? D'où lui vient cette efficacité politique qui lui a valu d'être instrumentalisée par la plupart des empires et des civilisations ?

C'est que l'histoire est déterminante, non seulement dans la manière dont l'individu comprend le monde, mais dans la manière dont il se conçoit lui-même. Le monde dans sa globalité nous apparaît *d'abord* à travers deux images : son image spatiale, sur les cartes de géographie (dont le moins que l'on puisse dire est qu'elle n'ont rien « d'objectif » !), et son image temporelle à travers l'histoire. La première fois que l'on enseigne l'histoire à un enfant, on fait bien plus que faire de « l'éveil » : on lui explique pour la première fois ce que c'est que le monde en tant que totalité. Supposons un adolescent auquel on a raconté que, au Moyen-Âge, les nobles et le clergé exploitaient la masse des pauvres (paysans), mais que ce funeste état de choses avait pris fin avec la Révolution Française en 1789, laquelle avait déclaré que « tous les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droits », et donc mis en place la « démo-cratie », du grec « cratos », qui veut dire pouvoir, et de « demos », qui veut dire peuple, autrement dit : le pouvoir au peuple. Il y a de fortes chances que cet adolescent se dise que la démocratie est une chose absolument formidable, à laquelle on doit le respect des libertés des citoyens, et qui constitue un sommet de l'évolution.

Supposons un autre adolescent, auquel on aura raconté que, suite à l'avènement de la démocratie à partir du XVIII^e, en Angleterre, les riches propriétaires ont obtenu un tel pouvoir (politique) qu'ils ont pu se permettre d'exploiter en toute légalité les citoyens pauvres d'une façon incomparablement plus abominable que sous la Monarchie ; que, par ailleurs, suite à l'avènement du suffrage universel en 1848, c'est le futur Napoléon III qui a été élu par les masses, lequel s'est empressé de mettre fin à la République, et qu'enfin l'arrivée de Hitler au pouvoir fut on ne peut plus démocratique. Cet adolescent-là se dira que, peut-être, on aurait mieux fait de ne pas inventer la démocratie.

Cela ne veut pas dire que l'on devrait faire de l'histoire d'une façon qui respecterait la complexité du monde : c'est impossible, et c'est bien ce qui fait de l'histoire une arme. Il est parfaitement impossible d'expliquer l'histoire à un enfant sans avoir recours à des raccourcis vertigineux, des simplifications impressionnantes ; précisément parce qu'un enfant ne peut comprendre que des « histoires » avec des bons et des méchants, des intrigues et des fins heureuses. On peut lui dire qu'on a guillotiné tout un tas de nobles (les enfants sont très cruels avec les méchants), mais il serait peu judicieux d'essayer de lui expliquer pourquoi la victoire politique est finalement revenue à ceux qui détenaient déjà le pouvoir économique, ou que l'exode rural a permis le développement d'une main d'œuvre corvéable à merci pour les industriels.

L'histoire est notre première image du monde ; en tant que telle, elle sert de socle aux représentations suivantes ; la contrôler, c'est contrôler l'image collective du monde. Si « l'éducation » est un thème si décisif dans l'histoire politique, ce n'est pas seulement parce que l'accès à l'éducation permet à chacun de se forger son propre jugement ; c'est aussi parce que le contrôle de l'éducation est un contrôle sur les représentations collectives fondamentales, notamment au travers de l'histoire. En ce sens, le fameux « nos ancêtres les Gaulois » fut sans doute l'une des armes les plus décisives de la colonisation.

4) L'histoire, un support d'identification culturelle

On comprend que la plupart des régimes autoritaires se soient emparés des manuels d'histoire des écoliers... et des étudiants. Car si l'enfant forge sa représentation du monde à travers le récit de l'Histoire, l'adulte s'en sert pour construire la représentation qu'il a *de lui-même* en tant que membre de la communauté à laquelle il appartient, et notamment sa nation. Comment l'Histoire permet-elle à l'homme de se comprendre en tant qu'individu ?

Pour **Nietzsche**, la fonction de l'histoire dans la construction de l'identité est triple, comme est triple l'histoire elle-même. « L'histoire monumentale », c'est-à-dire l'histoire des grands hommes et des grands événements (Jeanne d'Arc a bouté les Anglois hors de France), nous fournit un ensemble de modèles, d'individus et de comportements idéaux, par identification avec lesquels nous forgeons notre propre personnalité : si Jeanne d'Arc constitue, encore aujourd'hui, une figure de référence pour une partie (déterminée) de la population, Che Guevara en constitue une autre... pour une *autre* partie de la population. Pour Nietzsche, sans ce type d'histoire, l'individu se flétrit mentalement, faute d'idéaux vers lesquels se déployer.

Un autre type d'histoire est l'histoire « traditionnelle », qui permet à l'individu de se reconnaître comme membre de la communauté à laquelle il appartient, dont il s'approprie l'héritage, les rites et les coutumes. Être « citoyen du monde » est un beau concept, mais nul ne peut se sentir d'emblée membre de la « communauté des humains ». Se sentir membre d'une communauté exige que l'on passe par la médiation de collectifs plus restreints, tels que le clan, le village, la ville ou la région ; à l'évidence, il est plus facile de se sentir « lyonnais » ou « caladois » que « citoyen européen »... or cette identification passe par la connaissance des coutumes, des symboles et des rituels du groupe, qui constituent l'objet de « l'histoire traditionnelle ».

Enfin, le dernier type d'histoire est l'histoire *critique*, celle par laquelle une période de l'histoire est posée, cette fois, comme *ce qu'il ne faut pas* imiter, ce qui ne devra plus être, ce que l'on ne devra jamais reproduire. Pour Nietzsche, ce type d'histoire est nécessaire dans la mesure où il permet de *se libérer* du passé : aucun individu ne peut considérer qu'il doit assumer, de par son appartenance communautaire, la totalité des abominations commises par ses prédécesseurs ; sans quoi il sombrerait dans la culpabilité. Pour ne pas avoir à endosser la responsabilité des atrocités commises par nos ancêtres (ou nos aînés), il faut savoir construire une image de l'histoire qui pose certaines périodes comme *définitivement révolues* : les Allemands de 1960 n'ont pu reconstruire leur identité « allemande » qu'en

construisant une histoire de l'Allemagne au XX^e siècle construite sur le mode du procès, de la condamnation ; de même que les Français d'aujourd'hui ne peuvent assumer leur héritage « national » qu'en présentant la collaboration et la colonisation sous la forme d'anti-modèles, des choses que *nous ne sommes plus*.

Pour Nietzsche, l'histoire est donc un support fondamental pour la construction, par l'homme, de son identité, en ce qu'elle lui fournit des modèles et lui permet de se reconnaître en tant que membre de la communauté à laquelle il appartient. Oublier ce but de l'histoire, c'est faire un contresens fondamental sur sa raison d'être. Car à quoi aboutirait une histoire qui ne se préoccuperait que de vérité, de connaissance, sans se soucier de fournir à l'individu un support d'identification ? Elle se perdrait dans une masse de recherches sans aucun intérêt, dans un amoncellement de détails insignifiants, et noierait ainsi l'individu sous une masse de connaissances qui ne lui servent à rien. Loin d'aider l'individu à se construire, elle ferait de son esprit un grand réceptacle d'événements dont il ignorerait même pourquoi on les lui apprend : elle ferait de lui, non plus un être « cultivé », auquel ses connaissances historiques permettent de s'identifier en tant que membre critique d'une culture, mais un être « cultivé », un singe savant de l'histoire dont la mémoire est d'autant plus impressionnante que sa capacité à en mobiliser les contenus de façon constructive est devenue plus faible.

Pour Nietzsche, oublier sa fonction identitaire, c'est faire de l'histoire un non-sens. On retrouve ici la thèse majeure de Nietzsche selon laquelle toute connaissance doit être liée à cet objectif ultime qu'est *la vie*. Toute démarche qui prétendrait sacraliser la vérité faire de la connaissance de « la vérité » son seul but, d'une part oublierait que « la vérité » n'existe pas, qu'il n'y a que des *interprétations* de la réalité, et d'autre part se retournerait *contre* la vie.

5) Les dangers de l'histoire mythique

J'ai insisté en fin de cours sur la nécessité d'*articuler*, dans le discours historique, la recherche de la vérité et les autres finalités du discours historique. Encore une fois, si le fait de faire de « la vérité » le *seul* but est dangereux, cela n'implique pas qu'on puisse abandonner cette tension du discours *vers* la vérité. Comme nous l'avons indiqué précédemment, lorsque la vérité n'est plus un objectif de l'historien, son discours se fait propagande, ou mythe. Or les mythes *aussi* sont dangereux, même pour la vie : les délires nazis concernant « l'histoire » sont là pour nous le rappeler. Le souci de vérité permet donc de *résister* aux tentatives de ceux qui voudraient construire une représentation mythique de l'histoire, instrumentaliser le passé pour en faire la caution d'une idéologie. En ce sens, Thomas Mann faisait bien œuvre « d'historien » lorsqu'il rappelait le *véritable* sens, le sens *historique* de la formule « Deutschland über alles », laquelle ne signifie pas du tout à l'origine « l'Allemagne au-dessus des autres pays », mais « l'Allemagne au-dessus des querelles des seigneurs locaux », c'est-à-dire *l'intérêt national au-dessus des intérêts particuliers*. Lutter pour la vérité, c'est ici lutter contre les représentations mythiques du passé dont la finalité est la légitimation d'idéologies délirantes.